



L'ÉVÉNEMENT

Comment le Royaume-Uni est revenu au quasi-plein-emploi

FLORENTIN COLLOMP  @fcollomp
CORRESPONDANT À LONDRES

Contrairement à la France, où le nombre de demandeurs d'emploi est fortement reparti à la hausse, le chômage au Royaume-Uni atteint son plus bas niveau depuis fin 2008. Il est repassé sous la barre des 2 millions de demandeurs d'emploi fin septembre, soit 529 000 de moins qu'un an plus tôt. Stable depuis un mois, à 6 %, le taux de chômage a régulièrement baissé depuis son pic à 8,3 % il y a trois ans. La Banque d'Angleterre prévoit 5,4 % fin 2015. La reprise depuis dix-huit mois a été créatrice d'emplois, de façon beaucoup plus soutenue que prévu.

« La réduction du chômage est le fruit de plusieurs facteurs combinés, explique Ian Brinkley, économiste à la Work Foundation de l'université de Lancaster. La reprise s'accompagne du développement d'un marché du travail extrêmement flexible, notamment sur le plan des salaires. Parallèlement, on a vu s'accroître l'exigence auprès des chômeurs et la mise en place de programmes d'aide au retour à l'emploi. » Le gouvernement Cameron a fait le choix très clair du travail, quel qu'il soit, plutôt qu'un traitement social du chômage comme dans l'Hexagone. « La France dépense 54 milliards d'euros par an



pour indemniser et accompagner le chômage, contre 11,3 en Grande-Bretagne. Soit cinq fois plus de dépenses pour des résultats 70 % moins bons. En Grande-Bretagne, tout est focalisé sur le workfare : l'idée qu'un petit job vaut mieux que pas de job du tout. On a le sentiment que, même si on débute avec un emploi sous-qualifié, il y a moyen de progresser. Le marché du travail fournit plus d'espoir qu'en France », souligne Philippe Chalon, directeur général du Cercle d'outre-Manche, un think-tank spécialisé dans l'étude des économies française et britannique. Ce choix politique a un revers : le développement de travailleurs pauvres dont les revenus ne suffisent pas à vivre et qui doivent recourir à des aides sociales.

Les chômeurs britanniques de longue durée doivent accepter un travail non rémunéré ou un stage s'ils veulent conserver leurs droits (à gauche, un Job Centre, l'équivalent d'une agence Pole emploi ; à droite, un centre de distribution Argos). JESS HURD / REPORT DIGITAL-REA, JOE GIDDENS / PA PHOTOS / ABACA





« La baisse du chômage s'accompagne d'une dégradation de la qualité du travail vers une main-d'œuvre sous-qualifiée, sous-payée et précaire. Le nombre d'autoentrepreneurs ou de salariés travaillant pour des agences d'intérim, mis à disposition quotidienne des employeurs, a explosé et entraîné la plus forte augmentation de la pauvreté au travail depuis des décennies », dénonce Karen Jennings, du syndicat Unison. 4,5 millions de personnes, soit 15 % de la population active, sont des travailleurs indépendants, et 1,3 million d'autres, à temps partiel, souhaiteraient trouver un plein-temps. Particulièrement pervers, les « contrats zéro heure » concernent des salariés convoqués à la dernière minute

par les entreprises quand elles ont besoin d'eux, sans garantie minimum d'heures ou de revenus.

Faible indemnisation

« Les chômeurs ont l'obligation d'accepter tout emploi qui se présente, même à temps partiel. Cela réduit le nombre de chômeurs, mais ne résout pas le problème », critique Nick Ward, de l'association Friday People, qui aide les chômeurs dans leur recherche d'emploi. La faible indemnisation forfaitaire des demandeurs d'emploi ne leur laisse guère le choix. À 72 livres (92 euros) par semaine et 57 (73 euros) pour les moins de 25 ans, l'allocation-chômage seule ne permet pas de vivre. Dans les Job Centres, équivalents des agences Pôle emploi, la

pression est forte sur les chômeurs pour qu'ils ne restent pas longtemps sous ce régime. Ils doivent pointer tous les quinze jours ou toutes les semaines, voire, pour les catégories les plus vulnérables, tous les jours.

Zach Quirk, 25 ans, diplômé en sciences politiques d'une université londonienne, a pointé trois mois avant de renoncer de lui-même. « Je devais aller au Job Centre tous les jeudis montrer les recherches que j'avais effectuées pendant la semaine. On m'envoyait à des entretiens pour être vendeur chez B&Q (équivalent de Castorama, NDLR). C'était une perte de temps, j'ai préféré rechercher un job par moi-même. » Il a depuis trouvé un emploi dans une agence de publicité.

« L'objectif des Job Centres n'est pas d'aider les gens à trouver un travail, mais de les harceler pour les faire sortir des statistiques, dénonce Charles Law, du syndicat PCS. Ils doivent prouver qu'ils consacrent 35 heures par semaine à leur recherche. S'ils ne présentent pas les documents requis, ou pour un simple retard à un rendez-vous, ils peuvent être privés de droits pendant quatre semaines à trois ans. » Les chômeurs de longue durée, eux, doivent accepter un travail non rémunéré ou un stage s'ils veulent conserver leurs droits. C'est la face cachée du succès de l'économie britannique. ■